

Quel que soit l'angle sous lequel vous l'examinez, la politique économique canadienne augure assez mal de l'avenir. Les programmes économiques et fiscaux que poursuit le gouvernement n'inspirent guère confiance. Ce ne sont pas des programmes judicieux. Ils n'ont pas atténué pour nous les répercussions de la dépression internationale. Ils ont amplifié les difficultés dans lesquelles le pays se débat. Ils ne sont pas de bon augure pour l'avenir, et les mesures que prévoit le discours du trône, quand ce ne sont pas des expédients, ne sont d'aucun intérêt comme solutions à nos problèmes.

La situation est vraiment très triste, car le Canada devrait occuper une position tout à fait concurrentielle dans le commerce international. Notre position dans le milieu international du commerce est très faible. Nous ne trouvons pas dans le discours du trône les programmes à long terme qui pourraient nous sortir de l'abîme de désespoir où nous sommes plongés.

Qu'en est-il de la gestion financière? De la façon dont le gouvernement se dirige lui-même? Le gouvernement se félicite pour sa gestion financière. Lisez le discours de prorogation et vous verrez qu'il a une très haute opinion de lui-même. Il croit avoir accompli du travail admirable. Le discours de prorogation déclare ceci:

Par ailleurs, l'amélioration des méthodes de gestion s'est traduite par une économie de 122 millions de dollars se renouvelant d'année en année. On a aussi trouvé des moyens d'économiser 139 millions de plus par année. Nombre des recommandations de la commission Lambert sur la gestion financière et l'imputabilité ont en outre été adoptées.

Voici la phrase-clé:

En conséquence, les débours «réels» du gouvernement, c'est-à-dire ses dépenses d'investissement et de fonctionnement non consacrées à la défense et ajustées en fonction de l'inflation, se situent actuellement au même niveau qu'il y a six ans.

Intéressant; cela signifie que les résultats financiers du gouvernement sont bons et que les affaires financières du pays sont en bon ordre. En lisant cette évaluation que le gouvernement fait de son administration depuis les dernières élections générales, on ne penserait pas que, en fait, les gestionnaires des finances gouvernementales sont parvenus à se mettre dans un carcan financier extrêmement serré en essayant de concevoir de nouvelles politiques susceptibles d'aider le pays. Ils n'ont plus de marge de manœuvre, plus d'échappatoire. Nous pouvons voir, d'après le discours du trône, combien ils sont limités en raison de la médiocrité de leur administration.

Pourquoi en sommes-nous là? C'est en raison de toutes les choses dont on n'a pas soufflé mot. Qu'est-il advenu du déficit? Où en est la dette? Combien payons-nous d'intérêt? Il n'y a

[Le sénateur Roblin.]

même pas une mention honorable dans le discours de clôture ou le discours du trône. Je n'appelle pas cela être réaliste et certainement encore moins être franc, au vu de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Le gouvernement se donne une bonne note pour l'administration financière en négligeant tout ce qui compte réellement.

Un dollar sur trois de nos recettes sert à payer l'intérêt sur la dette. Cela n'est mentionné dans aucun des deux discours. Le facteur de croissance le plus important de nos finances publiques est l'intérêt sur la dette et on ne l'a même pas mentionné brièvement dans ces deux déclarations.

En 1983-1984, le déficit est de 8.9 p. 100 du PNB. Cela est si épouvantable que, par comparaison, les Américains paraissent comme des administrateurs financiers extraordinaires.

Depuis 1980, année où cette législature a commencé, la dette nette a plus que doublé, passant de 69 milliards en 1980 à 151 milliards en mars 1983. Pourtant, ces mesures vitales de la probité financière et de la saine gestion ne se trouvent ni dans le discours de clôture ni dans le discours du trône.

Dans le discours du trône de 1980, le gouvernement s'engageait à poursuivre une politique de restriction des dépenses. Quelle importance a-t-il attachée à cet engagement? Les dépenses fédérales sont passées de 62.8 milliards de dollars en 1980-1981 à 100.1 milliards en 1983-1984. Voilà la politique de restriction des dépenses. Qu'en aurait-il été s'il avait décidé de ne pas se restreindre; les résultats seraient inimaginables.

Le discours du trône de 1980 déclarait que le gouvernement entendait réduire le déficit de façon planifiée et ordonnée. Pourtant, il est passé de 12.6 milliards en 1980-1981 à 31.3 milliards en 1983-1984.

**L'honorable Lowell Murray:** Et ça continue!

● (1630)

**Le sénateur Roblin:** «Et ça continue!» déclare mon collègue, et il a parfaitement raison.

Que ressort-il de ces prétentions à la bonne administration, à la saine gestion financière. Honorables sénateurs, voilà ce que déclare le discours du trône: que le gouvernement continuera à stimuler la création d'emplois.

Tout en stimulant la création d'emplois, le gouvernement pratiquera une politique fiscale qui contiendra, puis réduira le déficit fédéral à mesure que la reprise s'intensifiera.

Je pense que l'on peut ajouter à peu près la même foi à cet espoir pieux qu'aux déclarations faites en 1980, qui ont été si tragiquement contredites par les faits mêmes dévoilés par le gouvernement. Avons-nous de bons gestionnaires économiques, autorisés à se présenter une nouvelle fois devant les électeurs pour obtenir une preuve de confiance? Je ne pense pas. En gestion de l'économie, c'est l'échec. En gestion des finances internes du gouvernement, c'est encore l'échec.